



Le ministère de la Culture n'est pas à vendre !

Paris le 12 septembre 2017

Prétextant la fin d'un bail privatif d'un immeuble dédié à une direction du ministère de la Culture, Françoise Nyssen remettrait en cause la place et le rôle de son administration centrale à Paris.

En lieu et place d'une meilleure utilisation des sites de l'administration centrale afin d'offrir à tous les personnels de bonnes conditions de travail, le ministère opérerait pour un regroupement de ces sites, qui passeraient de sept à trois immeubles et toujours pour 2000 agents, nous dit-on...

Cela se traduirait par :

- la vente du site Pyramides (immeuble 6 rue des Pyramides - Paris 1^{er}),
- la cession de Saint-Cyr (Fort de Saint-Cyr 78390 Montigny-le-Bretonneux),
- une densification de l'immeuble des Bons Enfants (182 rue Saint-Honoré - Paris 1^{er}),
- la préemption d'une partie du site parisien des Archives Nationales (60, rue des Francs Bourgeois - Paris 3^e). Rappelons que ce dernier est déjà saturé et que la fermeture du site de Fontainebleau a été confirmée.

Outre l'absence de transparence des projets initiés et d'expertises sérieuses et indépendantes des scénarii alternatifs, les travaux pharaoniques que vont engendrer cette réorganisation auront un coût tout aussi gigantesque. Celui-ci n'est **pour l'heure ni correctement évalué ni budgété** précisément mais la seule vente de l'immeuble des Pyramides n'y suffira pas.

Fallait-il d'un problème bien réel, mais circonscrit, - le terme d'un bail certainement coûteux, des locaux inadaptés entraînant des conditions de travail dégradées - remettre en cause tout l'édifice immobilier du ministère et fragiliser les missions de tous les personnels ?

Las ! En dépit du bon sens et au mépris des agents concernés (près de 2500 signatures d'agents contre le projet de déménager hors Paris) et des propositions que la CGT-Culture émet depuis 2012, c'est l'acharnement rue de Valois qui tente d'imposer cette vaste entreprise de spéculation immobilière dictée, non par les besoins intrinsèques et le bon fonctionnement du ministère, mais par Bercy et les tenants du repli de l'État, de son désengagement et de la cession bradée de ses actifs.

À cette vente de Pyramides, prétexte à un jeu de domino immobilier catastrophique, à une attaque contre les missions et conditions de travail du ministère, à une gabegie financière, la CGT-Culture opposera encore et encore son refus contre toute spéculation immobilière alors qu'il existe des scénarii bien plus raisonnables et respectueux de deniers publics et du travail des personnels !

La CGT-Culture continuera de dénoncer l'économie générale de ce projet immobilier marqué du sceau du libéralisme le plus obtus. La CGT défendra l'intérêt général et le service public de la culture !

Cgt-Culture 61 rue de Richelieu 75 002 Paris
Téléphone : 01 40 15 51 70
cgt-culture@culture.gouv.fr
www.cgt-culture.fr



Ministère de la Culture-Site Pyramides le 12 septembre 2017